

## La multidisciplinarité des huissiers de justice au cœur des 3e rencontres UIHJ-Euromed

Sept pays ont participé aux 3e rencontres UIHJ-Euromed qui se sont déroulées à Athènes des 13 au 16 septembre 2006.

### L'huissier de justice partenaire de l'entreprise

Sous l'initiative de Françoise Andrieux, ex présidente de la chambre départementale des huissiers de justice des Bouches du Rhône (France), et l'impulsion de l'UIHJ, UIHJ-Euromed a été créée en avril 2004 à Marseille entre les pays du pourtour méditerranéen (Algérie, Espagne, France, Grèce, Maroc, Portugal et Tunisie). Son objectif est inspiré du processus de Barcelone visant à étendre les relations économiques entre l'Union européenne et les Etats du continent africain bordés par la Méditerranée, Son contenu vise à promouvoir :

- le rapprochement entre les huissiers de justice des Etats concernés afin d'apporter une efficacité accrue dans la gestion de leurs moyens
- une profession d'huissier de justice homogène conçue sur des critères normatifs communs qui privilégieront les axes économiques conventionnels tels que ceux rattachés aux activités de signification, exécution, recouvrement, ventes, constats, etc.

Enfin, UIHJ-Euromed regroupe les synergies destinées à soutenir la mise en oeuvre de tous réseaux inter actifs entre les huissiers de justice, notamment dans la recherche d'une meilleure communication, d'une information rapide et le relais en matière de recouvrement.

Après la Tunisie en 2005, c'était au tour de la Grèce, dans sa prestigieuse capitale Athènes, d'accueillir les délégations venues des pays du pourtour méditerranéen. Tous les pays ont répondu présent à l'exception du Maroc, empêché. On notera également la présence très remarquée des représentants de Chypre et de la Croatie, tous deux invités.

On se doit de saluer le président de l'Association des huissiers de justice d'Athènes, Efthimios Preketes, et son bureau, pour l'excellence de l'organisation du séminaire et pour la chaleur de leur accueil. Mais après tout, ne sont-ils pas Grecs ? On ne saurait oublier que les rencontres ont été coordonnées avec l'aide précieuse et efficace de Mourad Skander, secrétaire permanent d'UIHJ-Euromed, président de l'Ordre national des huissiers de justice de Tunisie.

Le thème général des rencontres était « l'huissier de justice partenaire de l'entreprise ». Une soixantaine d'huissiers de justice grecs sont venus assister aux débats pendant trois journées d'une intensité exceptionnelle.

Pour ces journées, il avait été décidé, à titre d'expérience, de développer les différents thèmes sous l'angle du droit comparé. L'exercice s'est avéré d'un intérêt extraordinaire. C'était en effet la première fois que l'on avait l'occasion



*Efthimios Preketes, président de l'Association des huissiers de justice d'Athènes – President of the Association of Judicial Officers of Athens*



*Françoise Andrieux, huissier de justice (France) – Judicial Officer (France)*



*Dragutin Sapirov- Croatia – Croatia*

de dévoiler — très souvent en détail — les rouages de l'exécution et les spécificités de la profession d'huissier de justice dans une dizaine de pays. Assurément, l'expérience sera prochainement renouvelée.

### Des voies pour harmoniser les actions des huissiers de justice

Dans son discours d'ouverture, le président Efthimios Preketes a indiqué son attachement à la formation professionnelle et a reconnu qu'il fallait que les huissiers de justice européens tendent ensemble à harmoniser leurs activités en vue de la mise en place d'un code européen de l'exécution qui semble inéluctable.

Jacques Isnard, président de l'UIHJ, saluant la pensée progressiste du président



Christian Lorenzo Ruiz Martinez – Espagne – Spain



Mohamed Chérif, président de la chambre nationale des huissiers de justice d'Algérie – President of the National chambers of judicial officers of Algeria



Stéphane Gensollen – France

grec, a indiqué dans son discours que UIHJ-Euromed avait inspiré les confrères d'Europe centrale et du Nord, lesquels venaient de créer UIHJ-Eurodanube. Le président Isnard a rappelé que UIHJ-Euromed a pour volonté de tenter de trouver des voies pour harmoniser les actions des huissiers de justice. Ceci afin de parvenir à tisser une véritable toile autour de la Méditerranée et renforcer l'efficacité de la justice, au profit des justiciables et des entreprises, dans un but également très défini, celui de mieux échanger dans le domaine du renseignement, de l'information sur la situation juridique dans un

pays, d'intensifier le rassemblement des huissiers de justice dans un monde qui, du fait de l'essor de la mondialisation, est en perpétuel mouvement. Dans ce cadre, a continué le président, l'huissier de justice moderne devra considérer qu'il est impératif d'élargir le champ de ses activités. Il faut que l'huissier de justice soit pluridisciplinaire. Il faut qu'il ait une meilleure capacité de connaissances juridiques. Il faut des critères communs sur le plan européen, à savoir :

- être juriste, avoir fait des études de droit
- avoir effectué un stage de formation et subi un examen de reconnaissance de capacité
- être responsable de ses activités
- être assujéti à un régime très rigoureux en matière de déontologie et de discipline
- être assujéti à un système de formation permanent et continue.

### Des fossés vertigineux

La première journée a été consacrée tout entière au thème du recouvrement de créances.

La table ronde était composée de Jacques Isnard (modérateur), Mohamed Chérif, président de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Algérie, Roland Demeerleer, membre du bureau de l'UIHJ (Belgique), Françoise Andrieux, huissier de justice (France), Dragutin Sapirov, chef des huissiers de justice de Zagreb (Croatie), Preketes Efthimios, président de l'Association des huissiers de justice d'Athènes, Antonio Gomes Da Cunha, président de la Chambre nationale des Solicitadores (Portugal) et Faycel Ben Mahfoudh, vice-



Une partie de l'assistance – A part of the crowd

président de l'Ordre national des huissiers de justice de Tunisie.

Au travers de ce thème on a pu voir les fossés vertigineux existants entre les pays. Dans certains pays (France, Belgique, Grèce, Portugal) le recouvrement de créances est une activité courante et en pleine expansion. Dans d'autres pays elle n'existe pas ou elle est interdite aux huissiers de justice (Chypre, Croatie, Tunisie). Quant à l'Algérie, seul l'huissier de justice peut y procéder. Les intervenants ont été littéralement assaillis par les questions de la salle, démontrant tout l'intérêt que présente cette activité pour la profession et prouvant que l'UIHJ s'était montrée visionnaire lorsqu'elle avait initié en avril 2004 les premières assises mondiales du recouvrement à Bruxelles (Belgique).

Le deuxième thème concernait l'information sur le débiteur.

La table ronde réunissait Kotsas Hagikotseas (Chypre), Mohamed Bousmaha, membre de la chambre régionale des huissiers de justice du centre de l'Algérie (Algérie), Andreas Androutsopoulos (Grèce), Preketes Efthimios (Grèce), Roland Demeerleer (Belgique), Christian Lorenzo Ruiz Martinez (Espagne), Stéphane Gensollen, membre de l'UIHJ (France), José Vieira, président de la Chambre nationale des Solicitadores de l'exécution (Portugal) et Faycel Ben Mahfoudh (Tunisie).

Là, le constat est plutôt décevant. Bien souvent, l'huissier de justice ne dispose pas de moyens d'investigation autres que celui de tout citoyen. A ce titre, on ne peut que constater que les pays sont loin de remplir les vœux de la recommandation Rec(2003)17 du 9 septembre 2003 Comité des ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres en matière d'exécution des décisions de justice. La recommandation précise en effet que la recherche et la saisie



des biens des débiteurs devraient être rendus aussi efficace que possible, et que la collecte des informations nécessaires concernant le débiteur devrait être rapide et efficace par l'intermédiaire d'informations pertinentes contenues dans les registres ou d'autres sources. Cela est loin d'être le cas dans la plupart des pays. Stéphane Gensollen s'est livré à un brillant exposé pour démontrer tout l'intérêt de l'information dans le cadre d'une bonne administration de la justice. Si en France, l'huissier de justice peut interroger directement le fichier des comptes bancaires, il doit s'adresser au procureur de la République pour obtenir les renseignements concernant l'adresse du débiteur et les coordonnées de son employeur. Le système d'inscription des biens immobiliers n'étant pas centralisé, il est pratiquement impossible de savoir si un débiteur possède des biens immobiliers sans une adresse précise. Au Portugal, l'accès aux renseignements passe par le juge. En particulier, l'accès on line des renseignements n'est pas encore répandu. Et pourtant, il constitue le moyen le plus simple, le plus rapide, et le moins coûteux. Pour sa part, Mohamed Bousmaha a souligné que le thème choisi est révélateur de la maturité de la vision de l'UIHJ et aussi de la pertinence de son action à travers le monde qui vise à accompagner d'une main experte les mouvements de réforme de la justice mené par les Etats et les différentes institutions internationales. Chacun s'est finalement accordé pour dire que les huissiers de justice, porteurs d'un titre exécutoire, doivent avoir

A travers les constats, l'huissier de justice est appelé à établir la preuve d'une situation de fait et d'en retenir les éléments matériels. De nos jours, le constat présente, dans la majorité des pays, un volume important et qui ne cesse de se développer dans le travail des huissiers de justice. Le constat est tellement présent en Algérie dans le système des modes de preuve que les huissiers de justice en ont le monopole. En France ou en Belgique, les constats constituent un monopole de fait, en raison de la qualité et du professionnalisme des huissiers de justice qui les réalisent au quotidien. Les constats constituent une véritable valeur ajoutée au service public de la justice a rappelé Françoise Andrieux dans son intervention, car ils déterminent souvent l'issue du procès et permettent d'ailleurs bien souvent de les éviter, le défendeur fautif préférant un arrangement avec son créancier aux affres d'un procès dont il serait le perdant. Par ailleurs, les constats représentent une activité lucrative méritée et salutaire pour la pérennité des offices d'huissiers de justice. Les pays présents qui ne pratiquent pas le constat ou qui ne le connaissait se sont montrés très curieux envers cette matière d'avenir.

Le quatrième et dernier atelier abordait le double thème d'une brûlante actualité : celui des réseaux et des perspectives d'avenir pour les huissiers de justice au regard de la législation européenne. Pour en débattre, la table ronde rassemblait Mourad Skander (Tunisie), modérateur, Kotsas Hagikotseas, (Chypre),



Faycel Ben Mahfoudh — Tunisie — Tunisia



Mohamed Bousmaha — Algérie — Algeria



Andreas Androutopoulos — Grèce — Greece

un accès direct et rapide aux informations pouvant permettre une exécution efficace, dans le respect des droits de la défense.

### Renforcer la structure financière des offices

La troisième table ronde avait pour thème la recherche de la preuve. Les participants étaient Mourad Skander, secrétaire permanent d'UIHJ-euromed (Tunisie), modérateur, Kotsas Hagikotseas (Chypre), Mohamed Bousmaha, (Algérie), Dionysis Kriaris, trésorier de l'Association des huissiers de justice d'Athènes (Grèce), Helias Zachacos, secrétaire de l'Association des huissiers de justice d'Athènes (Grèce), Preketes Efthimios (Grèce), Roland Demeerleer (Belgique), Christian Lorenzo Ruiz Martinez (Espagne), Françoise Andrieux (France), Antonio Gomes Da Cunha (Portugal) et Hatem Mechalah, membre du conseil de l'Ordre national des huissiers de justice de Tunisie, chargé de la formation (Tunisie).

Mourad Skander a indiqué que, dans le cadre de l'aménagement de la preuve, l'huissier de justice est appelé à intervenir notamment en dressant à la demande des justiciables des procès-verbaux de constats et des sommations.

Mohamed Chérif (Algérie), Preketes Efthimios (Grèce), Christian Lorenzo Ruiz Martinez (Espagne), Françoise Andrieux, (France), Mathieu Chardon, premier secrétaire de l'UIHJ (France) et Antonio Gomes Da Cunha (Portugal).

Le thème des réseaux a été abordé par Françoise Andrieux. Notre consoeur a expliqué que la sauvegarde de la profession doit se faire par l'uniformisation transfrontalière et la pérennisation financière. En définitive, a-t-elle indiqué, le réseau permet de renforcer la structure financière des offices, de répondre à la demande des clients, d'envisager une meilleure répartition géographique et d'utiliser des méthodes harmonisées.

Pour Mathieu Chardon (France), il est vital que l'UIHJ soit au cœur des débats institutionnels européens. On ne peut pas faire une Europe du droit sans consulter les professionnels du droit. Les huissiers de justice étant chargés de l'exécution, ils doivent prendre part au processus législatif. C'est vers cette voie, semble-t-il, que nous nous tournons, a indiqué le premier secrétaire de l'UIHJ. Nous sommes maintenant présents dans les institutions et participons régulièrement aux réunions qui concernent le Réseau judiciaire européen, la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ), ou encore l'application des



instruments européens comme le règlement 1348/2000 du 29 mai 2000 en matière de signification.

#### 47 nouveaux confrères grecs

A l'issue de trois journées passionnantes mais harassantes — en particulier pour les traducteurs dont il faut saluer l'excellence du travail — chacun a pu se retrouver au cours d'une soirée mémorable où la musique et la danse traditionnelles prirent le relais sur les conversations scientifiques de la journée. En particulier les talents de musicien d'Efthimios Preketes au Bouzouki firent l'admiration de tous. Et les huissiers de justice furent une nouvelle fois à l'honneur : pas moins de 47 jeunes huissiers de justice grecs fêtaient leur nomination au cours de la soirée. Le président Isnard fut d'ailleurs réquisitionné pour remettre les diplômes aux impétrants. Nul doute que nos nouveaux confrères, que nous accueillons dans la grande famille mondiale des huissiers de justice, auront été touchés par cet honneur dont le président de tous les huissiers de justice s'est acquitté avec l'enthousiasme et la chaleur qu'on lui connaît.

Quant à l'intérêt d'UIHJ-Euromed, il n'est désormais plus à prouver. Nous attendons tous avec impatience les prochaines rencontres dont le lieu et la date seront prochainement dévoilés.



Mourad Skander, secrétaire permanent d'UIHJ-Euromed  
— Permanent secretary of UIH-Euromed



Helias Zachacos — Grèce — Greece

*Vue sur la colline d'Athènes — View of the hill over Athens*



## The Multi-field judicial officers at the heart of the 3rd UIHJ-Euromed meeting

Seven countries took part in the 3rd UIHJ-Euromed meeting which proceeded in Athens (Greece) from 13 to 16 September, 2006.

#### Judicial officers as business partners

Under the initiative of Francoise Andrieux, former president of the departmental chamber of the judicial officers of the Bouches du Rhone (France), and the impulse of the UIHJ, UIHJ-Euromed was created in April 2004 in Marseille between the countries of the Mediterranean area (Algeria, Spain, France, Greece, Morocco, Portugal and Tunisia). Its objective is inspired by the Process of Barcelona aiming at extending the economic relations between the European Union and the States of the African continent bordered by the Mediterranean,

Its contents aim at promoting:

- the bringing together between the judicial officers of the States concerned in order to bring an effective increase in the management of their means
- an occupation of homogeneous judicial officer designed on common normative criteria which will privilege the conventional economic axes such as those attached to the activities of service of documents, enforcement, debt collecting, auctions, statements of facts, etc.

Lastly, UIHJ-Euromed gathers synergies intended to support the implementation of all networks between the judicial officers, in particular in the search of a better communication, fast information and the relay as regards debt collection.

After Tunisia in 2005, it was with the turn of Greece, in its prestigious capital Athens, to greet the delegations from the countries of the Mediterranean area. All the countries convened except for Morocco, which was excused. One will also note the presence of the representatives of Cyprus and Croatia, both as guests, invited by Greece.

One must acknowledge the president of the Association of the judicial officers of Athens, Efthimios Preketes, and his board, for the excellence of the organisation of the seminar and for the warmth of their welcome. But after all, aren't they Greek? One could not forget that the meetings were coordinated with the invaluable and effective assistance of Mourad Skander, permanent secretary of UIHJ-Euromed, president of the National Order of the judicial officers of Tunisia.

The general topic of the meetings was "the judicial officer as a business partner".

About sixty Greek judicial officers attended the conference during three days of an exceptional intensity.

It had been decided, as an experiment, to develop the various topics under the



Jacques Isnard, président de l'UIHJ – President of UIHJ

angle of comparative law. The exercise proved to be extremely interesting. It was indeed the first time that it was made possible to disclose - very often in details - the systems of enforcement and the specificities of the occupation of judicial officer in ten countries. Undoubtedly, this experiment will be renewed soon.

### Finding ways to harmonise the actions of the judicial officers

In his opening speech, president Efthimios Preketes indicated his attachment to the professional training and recognised that it was necessary that the European judicial officers tend together to harmonise their activities for the installation of a European code of enforcement which seems inescapable.

Jacques Isnard, president of the UIHJ, greeting the modern thinking of the Greek president, indicated in his speech that UIHJ-Euromed had inspired the fellow-members of Central Europe and North, which had just created UIHJ-Eurodanube. President Isnard pointed out that UIHJ-Euromed has as a will to try to find ways to harmonise the actions of the judicial officers. This in order to manage to create a web around the Mediterranean and to reinforce the effectiveness of justice, with the profit of the citizens and companies, with a very definite aim also, that of a better exchange in the field of information, of information on the legal situation in a country, to intensify the gathering of the judicial officers in a world which, because of the rise of globalization, is in perpetual movement. Within this framework, continued the president, the modern judicial officer will have to consider that it is imperative to widen the

field of his activities. It is necessary that the judicial officer is multi-field. It is necessary that he has a better capacity of legal knowledge. One needs common criteria on the European level, namely:

- to be a lawyer, to have made law studies
- to have carried out a training course and to have undergone a professional examination
- to be liable for his activities
- to be subjected to a strict code of ethics
- to have to undergo an ongoing training

### Vertiginous gaps

The whole of the first day was devoted to the topic of the debt collection. The round table was made up of Jacques Isnard (chairman), Mohammed Chérif, president of the national Chamber of the judicial officers of Algeria, Roland Demeerleer, member of the board of the UIHJ (Belgium), Françoise Andrieux, judicial officer (France), Dragutin Sapiro, chief of the judicial officers of Zagreb (Croatia), Preketes Efthimios, president of the Association of the judicial officers of Athens, Antonio Gomes Da Cunha, president of the national Chamber of Solicitadores (Portugal) and Faycel Ben Mahfoudh, vice-president of the national Order of the judicial officers of Tunisia.

Through this topic one could see the existing vertiginous gaps between the countries. In certain countries (France, Belgium, Greece, Portugal) debt collection is a normal activity and is in full expansion. In other countries it does not exist or it is prohibited to the judicial officers (Cyprus, Croatia, Tunisia). As for Algeria, only the judicial officer can proceed to it.

The speakers were literally flooded by the questions from the room, showing all the interest of this activity for the profession and proving that the UIHJ had proved visionary when it had initiated in April the 2004 the first world bases of debt collection in Brussels (Belgium).

The second topic related to information on the debtor.

The round table joined together Kotsas Hagikotseas (Cyprus), Mohammed Bousmaha, member of the regional chamber of the judicial officers of the centre of Algeria (Algeria), Andreas Androutsopoulos (Greece), Preketes Efthimios (Greece), Roland Demeerleer (Belgium), Christian Lorenzo Ruiz Martinez (Spain), Stephan Gensollen, member of the UIHJ (France), Jose Vieira, president of the national chamber of Solicitadores of enforcement (Portugal) and Faycel Ben Mahfoudh (Tunisia).



Première table ronde – First round table



*Deuxième table ronde – Second round table*

There, the report is rather disappointing. Very often, the judicial officer does not have means of investigations other than that of any citizen. For this reason, one can only note that the countries are far from filling the wishes of the recommendation Rec (2003) 17 from September 9, 2003 of the Committee of the ministers of the Council of Europe to the Member States as regards enforcement. The recommendation specifies indeed that the research and the seizure of the goods of the debtors should be made as effective as possible, and than the collection of information necessary concerning the debtor should be fast and effective via relevant information contained in the registers or other sources. That is far from being the case in the majority of the countries. Stephan Gensollen made a brilliant presentation to show all the interest of information within the framework of a good administration of justice. If in France, the judicial officer can question directly the National registry of the bank accounts, he must address to the public prosecutor to obtain the information concerning the address of the debtor and the references of his employer. The system of inscription of real estates not being centralised, it is practically impossible to know if a debtor has immovable goods without indicating a precise address. To Portugal, the access to the information passes through the judge. In particular, the one line access of the information is not yet widespread. And yet, it constitutes the simplest, fastest, and least expensive means. For his part, Mohammed Bousmaha stressed that the selected topic is revealing the maturity of the vision of the UIHJ and also of the relevance of its action throughout the world which aims to accompany with an expert hand the movements of judicial reforms

carried out by the States and the various international institutions. Each one finally agreed for saying that the judicial officers, carrying an enforceable title, must have a direct and fast access to information in order to allow an effective enforcement, in the respect of the rights of the defendant.

### **Reinforcing the financial structures of the offices**

The subject of the third round table was the search of evidence. The participants were Mourad Skander, permanent secretary of UIHJ-Euromed (Tunisia), chairman, Kotsas Hagikotseas (Cyprus), Mohammed Bousmaha, (Algeria), Dionysios Kriaris, treasurer of the Association of the judicial officers of Athens (Greece), Helias Zachacos, secretary of the Association of the judicial officers of Athens (Greece), Preketes Efthimios (Greece), Roland Demeerleer (Belgium), Christian Lorenzo Ruiz Martinez (Spain), Françoise Andrieux (France), Antonio Gomes Da Cunha (Portugal) and Hatem Mechalah, member of the council of the national Order of the judicial officers of Tunisia, in charge of training (Tunisia). Mourad Skander indicated that within the framework of the constitution of evidence, the judicial officer has to intervene in particular with the drawing up of statements of facts and summons at the request of the citizens. Through his statements, the judicial officer has to establish the proof of a de facto situation and to concentrate on the material elements of them. Nowadays, the statements of facts present, in the majority of the countries, a large volume of activities which does not cease to develop in the work of the judicial officers. The statement of fact is so present in Algeria in the system of the modes of evi-



*Kotsas Hagikotseas – Chypre – Cyprus*



*Roland Demeerleer, membre du bureau de l'UIHJ – Member of the board of UIHJ*



*José Vieira – Président des Solicitadores de l'exécution – President of the Enforcement Solicitadores (Portugal)*



Troisième table ronde – Third round table

dence that the judicial officers have the monopoly of it. In France or Belgium, the statements of facts constitute a de facto monopoly, because of the quality and the professionalism of the judicial officers who carry them out daily. The statements of facts constitute a true benefit on the public service of justice pointed out Francoise Andrieux in her intervention, because they often determine the issue of the lawsuit and make it possible very often to avoid them, the faulty defendant preferring an arrangement with his creditor to the erring of a lawsuit of which he would be the losing one. In addition, the statements of facts are a significant deserved and salutary element for the timelessness of the offices of judicial officers. The countries present which do not practise the statement of facts or which did not know them were very curious towards this domain of future activities. The fourth and last workshop approached the double subject of an extreme topicality: that of the networks and the future prospects for the judicial officers in comparison with the European legislation. To discuss it, the round table gathered Mourad Skander (Tunisia), regulator, Kotsas Hagikotseas, (Cyprus), Mohammed Chérif (Algeria), Preketes Efthimios (Greece), Christian Lorenzo Ruiz Martinez (Spain), Francoise Andrieux, (France), Mathieu Chardon, first secretary of the UIHJ (France) and Antonio Gomes Da Cunha (Portugal).

The topic of the networks was approached by Francoise Andrieux. Our colleague explained that the safeguard of the profession must be done by the trans-border standardisation and the financial perpetuation. Ultimately, she indicated, the network makes it possible to reinforce the financial structure of the offices, to meet the request of the customers, to consider a better geographical distribution and to use harmonised methods.

For Mathieu Chardon (France), it is vital that the UIHJ is in the heart of the European institutional debates. One cannot make the Europe of the law without consulting the law professionals. The judicial officers being in charge of the execution, they must take share with the legislative process. It seems, that this is the direction we are heading for, indicated the first secretary of the UIHJ. We are now present in the institutions and regularly take part in the meetings which relate to the European legal Network, the European Commission for the efficiency of justice (CEPEJ), or the application of the European instruments like the 1348/2000 of May 29, 2000 regulation as regards service of documents.



Hatem Mechalah – Tunisie – Tunisia



Dionysis Kiriatis – Grèce – Greece

#### 47 new Greek colleagues

After three enthralling but harassing days – in particular for the translators of which it is necessary to greet the excellence of the work – everyone was invited to a memorable evening where traditional music and dance took over on the scientific conversations of the day. In particular the musical talents of Efthimios Preketes on Bouzouki made the admiration of all. And the judicial officers were once again honoured: no less than 47 young Greek judicial officers celebrated their appointment during the evening. President Isnard was required to handle the diplomas to the candidates. There is no doubt that our new fellow-members, whom we greet in the worldwide family of the judicial officers, will have been touched by this honour made by the president of all the judicial officers with enthusiasm and the warmth that we know from him. As for the interest of UIHJ-Euromed, it does not need to be proven anymore. We impatiently await the next meetings whose place and date will be revealed soon.

Vue d'Athènes – View of Athens

